



54^{ème} congrès des syndicats

Motion de soutien à l'AFPA et à ses salarié·es

Le 54^{ème} congrès de la CGT, réuni à Tours du 1er au 5 juin 2026, apporte son plein et entier soutien à l'AFPA, à ses salarié·es ainsi qu'au syndicat CGT AFPA, confrontés à une nouvelle réduction de leurs missions, de leurs emplois et de leurs conditions de travail.

Issue du programme du Conseil national de la Résistance, créée par décret porté par Ambroise Croizat en 1946, l'AFPA fête cette année ses 80 ans. Depuis huit décennies, elle joue un rôle essentiel dans la qualification des travailleuses et des travailleurs, l'accès à l'emploi, les reconversions professionnelles, le développement des territoires et l'émancipation sociale.

Pourtant, depuis plusieurs années, les salarié·es de l'AFPA vivent ce que nous pouvons qualifier de **PSE permanent**. Chaque année, au gré des arbitrages budgétaires de l'État, les moyens diminuent, les effectifs reculent et de nouvelles restructurations sont annoncées.

Et pendant que la CGT publie sa liste noire des licenciements, que le chômage progresse et que les besoins de qualification explosent, la direction générale de l'AFPA annonce de nouvelles suppressions d'emplois et fermetures de centres.

Moins de salarié·es, c'est moins d'accompagnement, moins de formation, moins de présence dans les territoires et l'affaiblissement d'un outil indispensable d'égalité, de qualification et d'émancipation pour les travailleuses et les travailleurs.

La CGT rappelle que la formation professionnelle n'est ni un luxe, ni une marchandise, ni une variable d'ajustement budgétaire. Elle est un droit tout au long de la vie et un levier fondamental de qualification, de salaire, d'emploi et de progrès social.

La CGT soutient l'engagement des militantes et militants de la CGT AFPA qui, aux côtés des salarié·es, portent des revendications, des propositions et œuvrent à reconstruire les convergences syndicales nécessaires, comme lors de la dernière mobilisation intersyndicale qui a rassemblé près de 60 % de grévistes.

Le congrès, aux côtés des salarié·es et du syndicat CGT AFPA, revendique :

- des financements publics à la hauteur des besoins ;
- exige l'arrêt des suppressions d'emplois et des fermetures de centres ;
- réaffirme la nécessité d'un service public national de la formation professionnelle garantissant l'égalité d'accès à la qualification sur l'ensemble du territoire ;
- et appelle l'ensemble de la CGT à faire de la défense de l'AFPA, de l'emploi et de la qualification un combat confédéral.

Ne laissons pas brader 80 ans d'histoire sociale. Ne laissons pas sacrifier la formation professionnelle au nom des logiques d'austérité.

Ensemble défendons l'AFPA, défendons l'emploi, la formation, l'émancipation et les droits des travailleuses, des travailleurs et des privé·es d'emploi !

Tours, le 4 juin 2026